

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 67 (1975)
Heft: 12

Artikel: Crise économique, récession ou croissance ralentie?
Autor: Hartmann, Georges
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-385802>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Crise économique, récession ou croissance ralentie ?

Par Dr Georges Hartmann, Wabern

«Prévoir et planifier l'avenir, c'est accepter de se tromper»
(Henri Guitton)

1. Introduction

«Nous traversons une période bien sombre de notre histoire. En effet, de mémoire d'homme lisant ces lignes, il ne s'est jamais manifesté une aussi grave et profonde anxiété; dans notre pays, il règne une prostration générale des affaires et une vraie panique. C'est une période angoissante.» A la lecture de ces réflexions, on pense à l'époque actuelle. Et bien, non; on pouvait lire ces phrases il y a plus d'un siècle dans la revue américaine *Harper's Weekly* du 10 octobre 1857, c'est-à-dire à la suite de la faillite de l'Ohio Life Insurance and Trust Company en juillet 1857 après qu'elle se fut engagée dans la spéculation sur les actions de chemins de fer et après que 62 des 63 banques de New York eurent dû suspendre leurs paiements en octobre de la même année, événements qui déclenchèrent une crise économique de 18 mois. Et pourtant, la prospérité est revenue.

Sans même remonter très loin dans le temps, on peut affirmer que si un homme du début du siècle passé sortait de sa tombe et voyait que les charrois et les diligences de son époque ont été remplacés aujourd'hui par des voitures de chemin de fer, des autobus et des automobiles privées comme aussi par des wagons de chemin de fer pouvant transporter plusieurs dizaines de tonnes à la vitesse de plus de 100 km à l'heure, il n'en croirait pas ses yeux. Même plus tard, vers 1830, à l'époque où un constructeur faisait tourner en rond sur une place de Paris une petite locomotive à vapeur à laquelle étaient attelés quelques wagons, et alors que le célèbre M. Thiers, ministre d'Etat, avait affirmé que ce chemin de fer naissant n'aurait jamais d'application pratique, personne n'aurait certes osé lui apporter des prévisions sur ce que serait réellement le chemin de fer d'aujourd'hui. Et que diraient aujourd'hui les représentants du Conseil d'Etat de Genève de l'an 1863, alors qu'à l'époque «contre les ordres formels du Conseil d'Etat de Genève, hier, à 8 heures du matin, passait sur la route de Malagnou la locomotive destinée à marcher sur les routes ordinaires, suivie d'un wagon. Ce train faisait un bruit tellement assourdissant que, sur cent chevaux, quatre-vingt-dix-neuf se seraient cabrés et emportés à sa rencontre. Combien d'accidents auraient donc pu arriver! Aussi, les propriétaires de cette locomotive ont été mis à l'amende par l'autorité

compétente, qui leur a interdit jusqu'à nouvel ordre tout autre essai sur le territoire genevois!»¹

Qui aurait aussi osé affirmer, même il y a dix ans, qu'en 1969 deux hommes marcheraient sur la lune ou encore que des engins artificiels fabriqués par l'homme seraient capables d'aller en 1975 prendre des photos des planètes Mars, Vénus, Saturne et Jupiter et qu'ils renverraient ces photos automatiquement sur Terre par un procédé d'ondes électromagnétiques (radio et télévision)! Non, *tout cela aurait paru aberrant, insensé, impossible!*

Pourquoi ces quelques démonstrations? Simplement pour souligner qu'on ne peut jamais à quelque époque que ce soit, préjuger de l'avenir tant sur les plans scientifique et technologique que dans les domaines politique et économique. Il en est de même de la prévision des accidents de la conjoncture économique.

2. Les accidents de la conjoncture économique sont-ils prévisibles?

Se distinguant nettement de la prospective que Gaston Berger décrivait comme «une réflexion sur l'avenir, qui s'applique à décrire les structures les plus générales et qui voudrait dégager les éléments d'une méthode applicable à notre monde en accélération» ou qui, selon Jean Fourastié, «parce qu'elle lui permet de choisir entre plusieurs avenirs possibles... apporte à l'homme plus de liberté», la prévision, de son côté, est selon Paul Valéry «un accord entre une idée, une attente et un événement complice ou plein de complaisance».

«Les prévisionnistes s'évertuent à démasquer les secrets de l'année 1985 ou à percer les mystères de l'an 2000 et méconnaissent ou sous-estiment le rôle du contexte mondial dans leurs dissertations de futurologie. On ne saurait penser à tout. Mais c'était ne penser à rien que de négliger les influences réelles, directes et indirectes, des grandes puissances. Et c'était ne point penser du tout que d'avoir tenu pour rien les potentiels des petites puissances qui disposent des matières premières sans lesquelles basculent dans l'infortune les peuples d'opulence... L'avenir ne fut jamais strictement déterminé par le passé; il ne le sera jamais. Aucune étude prévisionnelle ne saurait préfigurer le futur avec une probabilité suffisante. On peut, assurément, parier sur le futur. Et gagner par hasard²... Et il reste impossible de prévoir l'imprévisible... Les hommes ignoreront toujours ce qu'ils feront demain... Aucun futurologue, à ma connaissance, n'avait supposé que les disponibilités monétaires du monde arabe dépasseraient celles de l'Europe

¹ Gazette de Lausanne, 9 août 1963.

² «Hasard» vient du mot arabe «azzabré», qui signifie «jeu des dés».

occidentale avant l'année 1980... Imprévue, la crise du pétrole ne pouvait manquer de détériorer le prestige des planificateurs dont les prévisions éclatent de ridicule... Aucun économiste n'aurait évalué à quel point les hausses du pétrole allaient exercer un effet contagieux sur les autres matières premières... Les techniques de conjoncture se révèlent aussi incapables d'annoncer le «jeudi noir» du 24 octobre 1929 à Wall Street que le 8 mai 1968 au quartier Latin, ou que le jour «J» de la guerre du Kippour.»

Cependant, avant que l'écrivain français Georges Elgozy, inspecteur général de l'Economie nationale et président du Comité européen de coopération économique et culturelle, n'exprime ces vérités, une conférence des Nations Unies avait déjà en 1949 annoncé une pénurie de pétrole pour plus ou moins tard et le coup de force des pays pétroliers a été en fait révélateur d'une situation dont Louis Armand avait aussi annoncé et dénoncé la dangereuse précarité déjà en 1957 dans un rapport sur l'Euratom. En dépit de ces mises en garde, aucun pays membre de l'OCDE «n'était préparé à répondre à la crise pétrolière survenue en 1973... *Les prévisions ont été largement fondées sur une simple extrapolation des tendances passées, et l'horizon de la planification a rarement dépassé cinq ans*».³

Contrairement à la divination de l'Antiquité et du Moyen Age, les méthodes modernes et fort complexes de prévision économique reposent sur l'idée que l'avenir, certes pas identique au passé, en est un développement non linéaire qui fournit des indications de tendance. D'où la tentation, selon la qualité et la signification des chiffres et les probabilités d'erreurs, d'extrapoler et de projeter des tendances résultant des données statistiques du passé. Des liens d'interdépendance observés entre des facteurs connus peuvent certes servir à éclairer l'avenir (p. ex. population, revenus, construction, production d'énergie, consommations publiques et privées, etc.), mais, contrairement aux thèses de certains théoriciens de la prévision, *les praticiens savent qu'ils ne pourront jamais fixer tous les facteurs nécessaires, même à l'aide d'ordinateurs électroniques*, et que l'un ou l'autre de ces critères leur échappera pendant qu'ils en surveilleront d'autres, qu'ils ne sauront pas non plus toujours prévoir la juste importance de tel ou tel facteur. En effet, les prévisions sont affectées d'incertitudes considérables, étant donné la difficulté qu'il y a à projeter toute une série de paramètres. En outre, on ne peut estimer les évolutions futures qu'à l'intérieur de certaines fourchettes. La rapidité avec laquelle les prévisions peuvent changer ressort de l'évolution des divers marchés comme d'une manière générale de l'évolution de la conjoncture.

On comprend dès lors que nous vivions «dans un monde peu prévisible, sauf pour les irresponsables», et à une époque où il faut

³ *L'Observateur de l'OCDE*, juillet/août 1975, pp. 25/26.

«gérer l'imprévisible», comme l'a souligné le président de la République française dans son message à la Nation le 4 septembre 1975. Récemment, notre ministre des finances, le conseiller fédéral Chevallaz, le confirmait d'ailleurs aussi: «Je cherche l'économiste, déclarait-il, qui pourra me dire ce que sera le marché des biens de consommation demain. Qui peut savoir, en outre, quels seront les taux des changes dans trois mois?» De plus, *dans les schémas prévisionnels, aucune part n'est laissée aux phénomènes socio-économiques qui échappent à toute représentation concrète et numérique*, tels que la valeur des gouvernants, les décisions politiques, la capacité des technocrates, la personnalité des chefs d'entreprises, les qualités professionnelles et la fidélité des travailleurs, les aspirations humaines, etc. «Prévoir et planifier l'avenir, c'est accepter de se tromper» (Henri Guitton) et il faut être bien conscient que «la plupart des prévisions ne peuvent être que conditionnelles» (Alfred Sauvy), car on néglige le plus souvent l'existence de facteurs sous-jacents et notamment *la psychologie des foules qui réagissent émotivement et souvent illogiquement* tant aux rumeurs de panique qu'aux stimulis: par exemple personne n'avait pu prévoir la reprise de 1933 qui est résultée avant tout de la confiance générale.

3. La récession économique actuelle s'intègre-t-elle dans le schéma classique des cycles?

Pour légitime que soit cette interrogation, elle ne paraît pas devoir conduire à des constatations autres que celles que traduit l'écoulement d'une période d'adaptation comme il y en a déjà eu dans le passé. Les accidents successifs de la conjoncture économique, d'ailleurs chaque fois de périodicité, de caractère et de gravité différents, sont un *aléa inévitable de l'activité humaine* et dont l'histoire est d'ailleurs parsemée d'accélérations, de ralentissements et de stagnations, phases dont certaines s'avèrent plus graves que d'autres. Il est normal que la trop grande prospérité diminue parfois et que la recherche d'un nouvel équilibre se réalise par des passages et des mutations cycliques difficiles dénommés crises ou récessions, l'essentiel étant que chaque nouveau point d'équilibre soit toujours plus élevé que le précédent.

Parce qu'elle marque légendairement la périodicité traditionnelle de hausse et de baisse de l'activité des hommes depuis des millénaires dans tous les pays du monde, la *relation entre certains phénomènes physiques et humains* est tellement évidente qu'on l'a déjà citée notamment dans le «choix des jours et des heures défavorables» des Babyloniens au II^e millénaire avant notre ère, ou dans l'alternance des «sept années de vaches grasses et des sept années de vaches maigres» ainsi que dans l'intervention régulatrice du gouvernement du pharaon, dirigé par Joseph fils de Jacob, ou dans le «Sept

magique des pythagoriciens», ou bien aussi dans les «cercles des bons et des mauvais jours» de Goethe, ou dans les cycles de 23 et de 27 jours de Freud ou encore dans la «loi de la série» d'Einstein. Au nombre des fluctuations cycliques de l'économie moderne, les ralentissements comportent d'ailleurs de multiples schémas du cycle conjoncturel, de durée et de gravité différentes, et qui sont successivement l'expansion, la crise ou la récession, la dépression et le niveau du creux de la vague, puis la reprise, et de nouveau l'expansion.

A part les grandes crises consécutives à des paniques et krachs boursiers ou bancaires (en 1825 et 1835 à Londres, en 1857 à New York, en 1882 à Lyon, en 1890 à Londres, en 1899 en Russie, en 1929 à New York) combinés ou non à une crise monétaire ou à l'achèvement d'une grosse activité industrielle ou encore au déséquilibre résultant du développement excessif des industries de base au détriment des industries de biens de consommation, on songe encore à d'autres dépressions ayant d'autres causes, telles que l'isolationnisme des E. U. (crise de 1937/38), ou le passage d'une économie de guerre à une économie de paix aux E. U. et l'essoufflement de l'épargne accumulée pendant la guerre puis affectée à la satisfaction d'une demande différée (récession de 1948/49) ou la spéculation sur les matières premières à la suite de la guerre de Corée en 1950 (récession de 1952/53), ou la fermeture du canal de Suez en 1956 et les mauvaises récoltes en Europe (récession de 1957/58), ou la grève de l'acier au deuxième semestre 1959 aux E. U. (récession de 1960/61), ou la spéculation sur certains produits industriels de base (récessions de 1966/67, de 1969/70, de 1973–1975 aux E. U. et de 1974/75 en Europe).

La civilisation moderne requiert à la fois la liberté et l'organisation. Partout, la liberté ne produit son effet maximum, même relatif, que moyennant le respect absolu de multiples interdictions. Lacordaire ne disait-il pas déjà qu'il n'y a «pas de liberté sans ordre». Mais malgré cela, l'univers matériel est dominé par la loi de l'action et de la réaction, qui entraîne l'équilibre ou le déséquilibre selon que les forces de l'action et celles de la réaction sont ou ne sont pas égales: c'est la loi de la bipolarité qui régit l'univers. Ainsi que je l'ai relevé dans mon livre, des centaines d'économistes dans tous les pays du monde se sont voués à l'analyse de l'évolution des divers secteurs de l'activité économique depuis des époques fort reculées et leurs observations ont permis de déceler des fluctuations de nature diverse: des vagues séculaires, des mouvements de longue durée et des cycles de courte durée⁴, chacun ayant des caractéristiques différentes selon les époques et les lieux. Si l'on simplifie le schéma,

⁴ Hartmann Georges, Conjonctures économiques d'hier, d'aujourd'hui, de demain. Editions Générales SA, Genève, 1958.

on peut dire en bref que l'expérience du passé confirme la tendance de l'économie à se développer selon une imbrication de cycles les uns dans les autres: des cycles de longue durée, soit de plus de 50 ans (p. ex. 1920/21-1974/75), qui comportent en général deux hypercycles de plus de 20 ans dont chacun comprend deux à trois cycles majeurs de huit à dix ans, périodes elles-mêmes entrecoupées de cycles mineurs ou récessions passagères tous les deux à quatre ans, cycles économiques typiquement normaux dans lesquels la phase de récession n'est pas suffisamment sérieuse pour rester gravée dans les mémoires.

4. La récession économique actuelle se terminera-t-elle avant 1976?

Les économistes contemporains qualifient de *récession les contractions de faible amplitude de l'activité économique*. De façon plus précise, «il y a récession lorsque le fléchissement de l'activité économique fait sentir nettement ses effets à un nombre croissant de salariés sous la forme d'une diminution du revenu réel et du chômage et aux entrepreneurs... par un recul des entrées de commandes, une diminution du taux d'utilisation des capacités de production et une détérioration de la situation bénéficiaire. Depuis la seconde guerre mondiale, la Suisse n'a connu que deux années de récession: en 1949 le produit national brut a régressé de 3,5% en termes réels et, en 1958, de 1,8%. 1975 devrait être la troisième année de récession de l'après-guerre, avec un recul estimé à 3%»⁵. Le professeur Knechaurek l'estime à 4 à 5%. Selon son analyse, il s'agit d'une «croissance sensiblement ralentie». Et selon un économiste de la CEE, à Bruxelles, il s'agirait actuellement de «la phase la moins plaisante du grand cycle international qui commença en 1960 et se termina en 1973 et sur lequel se sont greffés une série de mouvements cycliques de type traditionnel, c'est-à-dire de trois à quatre ans»⁶. Ainsi que le déclarait récemment le conseiller fédéral Chevallaz, «la Suisse a vécu un quart de siècle dans un enchaînement de croissance continue, apportant chaque année un supplément de confort et de sécurité: on s'y est habitué comme on s'habitue à une drogue». Mais, il faut aussi reconnaître que de nombreux pouvoirs publics n'ont pas su ou pu adapter leurs budgets aux circonstances, que certains secteurs économiques se sont surdéveloppés parce qu'ils ont confondu croissance et enflure, que d'autres ont procédé à des investissements inconsidérés, que nombre d'entreprises n'ont pas su s'adapter aux conditions du marché. *L'erreur de beaucoup n'a-t-elle pas été pendant la période de*

⁵ Société de Banque Suisse, *Le mois*, juin 1975.

⁶ Francis Woehrling, *Bulletin de l'Institut économique de Paris*, avril 1975.

prospérité, de renoncer à constituer des réserves suffisantes pour niveler ultérieurement les conséquences de la récession inévitablement attendue? En effet, l'économiste Prix Nobel F. A. Hayek proclame depuis plus de quarante ans que «le moment de prévenir les dépressions doit se situer pendant la phase d'expansion».

«Les pays de l'OCDE souffrent actuellement des séquelles de la demande excessive qu'ils avaient laissé se former en 1973 et de la commotion provoquée par la brusque et forte hausse des prix du pétrole. Il est peu habituel que la croissance de la production des pays de l'OCDE se situe pendant une période prolongée sensiblement au-dessous de la tendance en longue période... Le repli actuel est déjà plus prononcé que les deux qui l'avaient précédé^{7,8}.» Et cela se serait d'ailleurs produit même sans le choc provoqué par le quadruplement des prix du pétrole.

De l'avis du président de la Direction générale des CFF, «avec toutes les réserves qu'il faut faire en pareil cas, on peut donc s'attendre en Europe à ce que des difficultés perturbent encore la vie économique durant une assez longue période». La commission fédérale suisse de recherches économiques partage cet avis; son rapport de mars 1975 se termine en effet ainsi: «L'évolution probable de l'économie mondiale, pas plus que les conditions générales dans le pays ne laissent prévoir un revirement des tendances au cours des prochains mois. La demande globale perdra encore de son élan et le recul de la demande de main-d'œuvre se poursuivra.»

On discerne en Suisse dans certains secteurs économiques et dans certaines entreprises un affaiblissement de la récession mais encore aucun revirement de la tendance pendant les prochains mois. Mais tôt ou tard la reprise se produira, sans qu'on puisse en prédire exactement ni le moment ni l'ampleur.

Selon les informations les plus récentes concernant l'évolution de la conjoncture économique suisse, il ne faudrait en effet pas s'attendre à un renversement de la tendance récessionnelle avant le mois de juillet 1976, c'est-à-dire, malgré la poursuite du recul des investissements de constructions (baisse des autorisations de construire, pléthore de logements), lorsque, comme on l'espère, l'activité économique suisse aura été ranimée par la diminution des stocks excédentaires de produits finis, par l'accroissement des investissements en constructions et des dépenses des pouvoirs publics ainsi que de la consommation privée, par la stabilisation du recul des commandes de l'étranger. C'est alors qu'apparaîtrait une légère diminution du nombre de places de travail inoccupées. Pour reprendre une exemple connu et précis, les dépenses qu'ont effectuées les Chemins de fer fédéraux suisses en 1975 pour tous leurs achats à plus de 13 000

⁷ *L'observateur de l'OCDE*, décembre 1975.

⁸ Aux E. U. par exemple les récessions auront duré: 1948/49: 11 mois; 1953/54: 13 mois; 1957/58: 9 mois; 1960/61: 9 mois; 1969/70: 12 mois; 1973/75: 18 mois?

fournisseurs suisses ont permis d'occuper ainsi dans des entreprises privées suisses de 18 000 à 22 000 places de travail, en particulier dans les branches métallurgiques et des machines ainsi que de la construction. Ces dépenses de plus de 1,2 milliard de francs se renouveleront en 1976, puis en 1977, etc.

Dans les différents cycles conjoncturels qui ont marqué l'évolution économique depuis 1945, «le redressement de l'activité était toujours précédé par l'apparition des indices suivants: tendance au fléchissement des taux d'intérêt, décélération des augmentations de salaires, diminution de l'inflation, réduction des stocks de matières premières et de semi-produits, recul des prix de diverses matières premières et hausse de la bourse»⁹.

Aux E. U., si les indices de l'activité économique s'orientent vers une reprise pour 1976 (mais sous la menace du déficit du budget fédéral), les spécialistes de Wall Street n'envisagent toutefois même pas de hausse véritable des cours boursiers avant 1978/79.

A la lumière des indicateurs les plus récents, tels que ceux du stock monétaire, du produit national, de l'épargne, de la demande, de l'emploi et des taux de chômage, des investissements, des bénéfices, des faillites, des niveaux des prix ou des cours boursiers, etc., le creux de la récession a certes maintenant été dépassé au Japon et aux E. U. mais «on relève peu d'indices d'une reprise dans la plupart des pays européens... Le redressement décrit ici pour le proche avenir est si faible que l'on est contraint de se demander si – sur la base des politiques suivies actuellement – il pourra se maintenir durablement»¹⁰. S'il est vrai qu'il faudrait une croissance annuelle moyenne de 6% pour qu'en 1980 toutes les capacités industrielles de Suisse puissent être de nouveau complètement utilisées, peut-être serait-il aussi vrai que certains investissements exagérés durant la période pré récessionnelle permettront pendant un certain temps de répondre à une demande accrue. D'ailleurs certains entrepreneurs ne préfèrent-ils pas pour le moment conserver davantage de liquidités plutôt que de réinvestir? Selon l'économiste américain George Katona aussi, la reprise pourrait bien n'être que de faible ampleur et de courte durée. Mais il est intéressant de constater que soit le GATT¹¹, soit l'OCDE expriment la crainte que la reprise ne se révèle plus lente que prévu; toutefois, aux dires de l'OCDE¹², «elle risque par la suite d'être au contraire plus rapide qu'on ne l'envisage». Selon l'analyse à laquelle chacun peut procéder, les reprises se sont presque chaque fois manifestées en Europe environ une année après celles des E. U. Or, étant donné le décalage d'environ une année qui a toujours existé entre l'évolu-

⁹ Union de Banques Suisses, juin 1975.

¹⁰ L'Observateur de l'OCDE, juillet/août 1975, pp. 5 et 7.

¹¹ Rapport annuel du GATT, La Suisse, 3 septembre 1975.

¹² L'Observateur de l'OCDE, juillet/août 1975, p. 8.

tion de l'économie américaine et celle de l'Europe occidentale, on peut donc douter que le creux de la vague du ralentissement de l'économie suisse, qui dépend largement de partenaires étrangers, ne soit vraiment atteint avant la deuxième moitié ou la fin de 1976, une fois que les stocks de produits finis auront été suffisamment résorbés et que les consommateurs auront repris confiance (reprise de la demande de biens durables, augmentation des investissements, diminution de l'épargne de précaution accumulée pendant la récession).

C'est dans cette perspective qu'il faut espérer voir démentir le pessimisme de l'écrivain américain Ralph Lapp qui écrivait que «nous nous trouvons dans un train qui prend de la vitesse sur une voie parsemée d'un nombre inconnu d'aiguillages qui mènent à des destinations mystérieuses; il n'y a pas un seul savant dans la locomotive et... la majeure partie de la société est installée dans le fourgon et regarde en arrière»!